

La réserve de biodiversité projetée du lac Pasteur



Un élément de la biodiversité de la Côte-nord à protéger

Contexte

En 2003, le gouvernement du Québec a décidé, dans le cadre du plan d'action québécois sur les aires protégées, de créer une réserve de biodiversité projetée aux alentours du lac Pasteur (311 km²).

La création de la réserve de biodiversité projetée du lac Pasteur s'inscrit dans une approche de développement durable de la Côte-Nord où les écosystèmes représentatifs de la biodiversité doivent être protégés des activités industrielles. En effet, depuis le début du siècle dernier, le territoire de la Côte-Nord est exploité pour ses nombreuses ressources naturelles (hydroélectricité, mines, forêts).

Les activités telles la chasse, la pêche, le piégeage, les activités traditionnelles autochtones, l'écotourisme pourront se poursuivre dans le territoire protégé, dans la mesure où elles n'ont pas d'impact significatif sur la biodiversité.

Un territoire remarquable et représentatif

La réserve de biodiversité projetée du lac Pasteur est représentative des conditions écologiques régionales. Elle permet aujourd'hui de protéger un territoire sauvage, peu perturbé et caractérisé par un paysage remarquable de lacs et de montagnes.

Cette réserve de biodiversité vise la protection et le maintien de la diversité biologique, des ressources naturelles et du patrimoine culturel présents sur le territoire.

La protection de ce territoire se fera en collaboration et avec l'appui des communautés de la région dans une perspective d'utilisation durable du territoire et des ressources.

Objectif de la consultation publique

La consultation du public vise à présenter le projet d'aire protégée à la population pour qu'elle puisse se prononcer sur chacun de ses volets.

213**DA1b**

Projets de réserve aquatique de la rivière Moisie et de réserves de biodiversité des lacs Pasteur, Gensart et Bright Sand

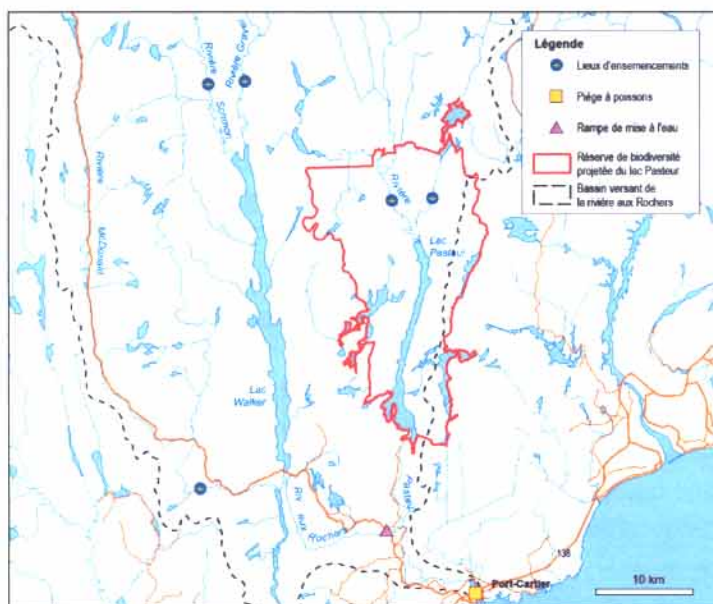
Côte-Nord**6212-01-204**

La réserve de biodiversité projetée du lac Pasteur : un milieu naturel et culturel à protéger

Historique :

- identification d'un potentiel intéressant pour implanter une population de saumons dans la rivière aux Rochers
- construction d'un système de piégeage en 1971
- différentes tentatives d'ensemencements de saumons et tacons ont eu lieu, dans les rivières MacDonald, aux Rochers, Schmon, Gravel et Pasteur (figure 1)
- la présence de saumons dans la réserve de biodiversité du lac Pasteur reste à confirmer

Figure 1 : Localisation des interventions humaines dans le bassin versant de la rivière aux Rochers



Rampe de mise à l'eau, rivière aux Rochers



MDDEP

Objectif de conservation

Afin de maintenir la biodiversité de ce territoire, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs propose de limiter les impacts écologiques potentiels liés aux activités d'introduction d'espèces piscicoles non indigènes susceptibles d'altérer la biodiversité de l'aire protégée.

Cet objectif de conservation devra prendre en considération les vocations de conservation et de mise en valeur de la réserve faunique concernée.

Propositions de mesures de conservation

Pour atteindre cet objectif, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs propose de :

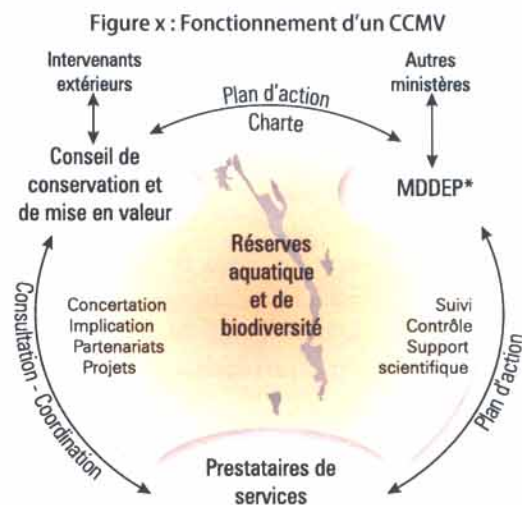
- ne pas procéder à des ensemencements à des fins d'augmentation du potentiel salmonicole dans la rivière Pasteur ainsi que dans ses tributaires.

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs suggère également deux éléments qui devront être abordés par le Conseil de conservation et de mise en valeur :

- la mise en place d'une stratégie avec les partenaires locaux pour préserver la biodiversité de l'aire protégée tout en permettant la continuité des efforts de mise en valeur de la rivière aux Rochers;
- évaluation des impacts potentiels des ensemencements réalisés en dehors de l'aire protégée sur les communautés piscicoles indigènes situées à l'intérieur de la réserve de biodiversité.

Le cadre de gestion proposé

La gestion d'une aire protégée consiste principalement au choix, à la réalisation, au contrôle et au suivi des activités permises à l'intérieur du territoire ainsi qu'au suivi de la biodiversité (figure 2).



Pour atteindre des objectifs de conservation réalistes, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs privilégie une approche partenariale avec l'ensemble des acteurs concernés sur le territoire. Le ministère propose pour cela de créer un conseil de conservation et de mise en valeur (CCMV).

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs souhaite que les intervenants du milieu qui ont un intérêt dans la protection, la conservation et la mise en valeur de ce territoire participent d'une manière active et démocratique à la planification et à la gestion de ce territoire voué à la conservation (tableau 1).

Tableau 1 : Organismes représenté au sein des CCMV

Territoires	Amont Moisie Gensart	Aval Moisie Bright Sand et Pasteur
Autorité légale Coordination, animation et supervision	MDDEP Direction régionale de l'analyse et de l'expertise de la Côte-nord (DRAE)	
Secteurs d'activités représentés sur le CCMV	Milieu municipal Communautés autochtones ONG environnement Chasse et pêche Villégiature Milieu touristique Milieu de l'éducation	
Conseillers	Faune Québec MRNF Territoire	

Une structure de gestion particulière :

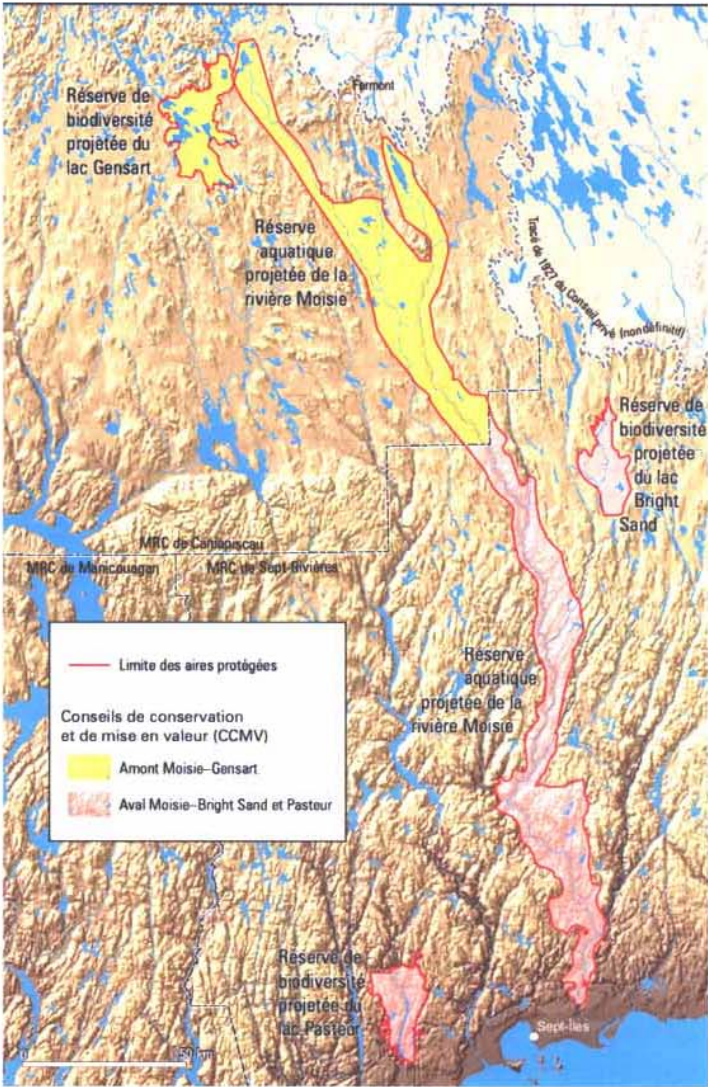
Dans le cadre d'une approche régionale du réseau des aires protégées, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs propose d'arrimer la gestion de la réserve de biodiversité projetée du lac Pasteur à deux autres aires protégées soit la partie aval de la réserve aquatique projetée de la rivière Moisie et la réserve de biodiversité projetée du lac Bright Sand (figure 3).

Mandats du CCMV

- conseiller le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs quant à la protection et à la gestion de la réserve de biodiversité;
- proposer un plan d'action pluriannuel pour la mise en œuvre du plan de conservation;
- établir des partenariats de gestion avec l'ensemble des acteurs régionaux et locaux, dont le financement de projets;
- participer à l'élaboration d'un programme d'acquisition de connaissances, d'un programme de conservation et de mise en valeur et d'un programme d'éducation et de sensibilisation.

Cette proposition est basée sur la volonté de regrouper les préoccupations locales et de promouvoir une vision régionale de la conservation. La limite entre les deux entités serait la limite administrative entre les deux municipalités régionales de comté (MRC) de Caniapiscau et Sept-Rivières.

Figure 3 : Zone de mandat des CCMV



MDDEP

Audiences publiques

Conformément à la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (LRQ, c. C-61.01), la création de chaque aire protégée doit faire l'objet d'une consultation publique tenue par le Bureau d'audience publique en environnement (BAPE).

Votre participation est importante

Le public a l'occasion de se prononcer sur **un projet d'avenir qui vise à concilier l'économie, l'environnement et les aspirations sociales**. Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs souhaite une participation active de tous ceux qui ont un intérêt pour ce territoire relativement épargné par l'exploitation industrielle et représentatif de la diversité biologique régionale. **La concertation et l'implication sont des éléments clé du succès.**

L'aire protégée proposée est un bel exemple de la diversité et de la richesse naturelle de cette région qu'il est **important de préserver pour les générations actuelles et futures.**

Comment participer et nous faire part de votre opinion?

1) En prenant connaissance des documents suivants :

- plan de conservation provisoire pour la réserve de biodiversité projetée du lac Pasteur;
- la réserve aquatique projetée de la rivière Moisie, les réserves de biodiversité projetées des lacs Pasteur, Gensart et Bright Sand : Cadre de protection et de gestion pour la consultation du public.

Ces documents sont disponibles sur le site internet du BAPE : www.bape.gouv.qc.ca

De plus amples informations sont disponibles sur le site internet du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

http://www.menv.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/index.htm

<http://www.menv.gouv.qc.ca/chronique/2005/janvier-mars/050303-aire-prot.htm>

2) Pendant les audiences publiques

a) en participant à la première partie des audiences publiques qui se dérouleront :

- les 2 et 3 mai 2005 à Port-Cartier;
- les 4 et 5 mai 2005 à Sept-îles;
- les 9 et 10 mai 2005 à Fermont;
- le 16 mai à Uashat et le 17 mai à Maliotenam.

Cette première séance vise à informer le public et à lui donner l'occasion de poser des questions sur le projet.

b) en déposant un mémoire dans lequel vous faites part de vos opinions, préoccupations et suggestions. Les mémoires peuvent être déposés verbalement ou par écrit lors de la deuxième partie de l'audience publique. Les dates seront disponibles sur le site internet du BAPE : www.bape.gouv.qc.ca

NOTE

Développement durable,
Environnement
et Parcs

Québec

